

**Union européenne - Conseil affaires  
étrangères - Thaïlande : le Conseil  
adopte des conclusions -  
Communiqué de presse du Conseil  
de l'Union européenne**  
(Bruxelles, 11 décembre 2017)

Le 11 décembre, le Conseil des affaires étrangères a adopté des conclusions sur la Thaïlande. Dans ses conclusions, le Conseil a réaffirmé l'importance que l'UE attache à ses relations avec la Thaïlande.

Le Conseil a appelé une nouvelle fois la Thaïlande à rétablir de toute urgence le processus démocratique en organisant des élections crédibles et ouvertes à tous et à assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les droits politiques et civils et les libertés ont été sévèrement restreints en Thaïlande après le coup d'État militaire de 2014. La liberté d'expression et la liberté de réunion demeurent considérablement limitées. Des militants de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme continuent à faire l'objet de harcèlement judiciaire. Le Conseil a souligné qu'il importait de restaurer ces libertés fondamentales en Thaïlande.

Dans ses conclusions, le Conseil note toutefois qu'un certain nombre de mesures ont été prises récemment par les autorités thaïlandaises. Il salue en particulier l'annonce par le chef du Conseil national pour la paix et l'ordre (NCPO), le 10 octobre 2017, de la tenue des élections générales en novembre 2018.

À la lumière de ces évolutions encourageantes, le Conseil estime qu'il est opportun d'oeuvrer à une reprise progressive du dialogue politique avec la Thaïlande.

Le Conseil a décidé de rétablir des contacts politiques à tous les niveaux avec la Thaïlande afin de faciliter un dialogue constructif concernant les sujets importants pour les deux parties, y compris les droits de l'homme et les libertés fondamentales, et la voie vers la démocratie. L'UE et ses États membres tireront pleinement parti de tels contacts pour aborder ces sujets de préoccupation.

Le Conseil espère voir un approfondissement progressif des relations avec la Thaïlande après la tenue d'élections crédibles et ouvertes à tous ainsi qu'une amélioration de la situation en matière de droits de l'Homme. L'UE attend des autorités thaïlandaises qu'elles créent un environnement politique dans lequel les partis d'opposition et la société civile peuvent agir librement.

Dans ses conclusions, le Conseil invite également la Commission à examiner avec la

Thaïlande les possibilités de reprendre les négociations en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange (ALE) entre l'UE et la Thaïlande./.